



Infos retraités-ées

**Retraité-e-s un jour
Révolté-e-s toujours!!**



Faudra-t-il s'excuser de vivre ?

Le ministre des Finances, Eric Lombard, a jugé «illogique» que les retraités aient un niveau de vie supérieur à celui des salariés. Pour ce faire, il déclare vouloir rééquilibrer le «niveau de vie entre les catégories et bien sûr en s'alignant sur les bas salaires, en désindexant les pensions de retraite sur l'inflation. Les retraités paient leurs impôts et leurs cotisations sociales, que faudrait-il qu'ils payent de plus ? Déclarer comme le ministre de l'Économie, que les retraités sont des favorisés est un énorme mensonge. Aucun salarié ne part en retraite avec plus de 70 % de son salaire. Ils n'ont plus de prime, plus de treizième mois, plus de chèque-vacances, plus de chèque repas etc.. En réalité, les charges des retraités augmentent de manière significative. Les factures d'eau et d'électricité, le chauffage, la nourriture, la mutuelle santé, tous ces budgets augmentent alors que les ressources baissent !

Bientôt les retraités vont se retrouver avec des pensions égales à leur premier bulletin de salaire !

RETRAITE

Contribution des seniors

Retraites : le ministre de l'Économie juge «raisonnable» une contribution accrue des seniors

The graphic includes a shocked emoji (🤪) on the left, a red-bordered box containing the word 'RETRAITE' in bold black letters, and a photograph of a man with glasses on the right. A red banner at the bottom contains the headline in white text.

Matraquage fiscal !!

Les taxes sur l'électricité et le gaz ont encore augmenté en février. Elles représentent aujourd'hui un tiers de nos factures. Pour un ménage consommant 7700 kWh d'électricité par an, cela coûte aujourd'hui 600 €, rien qu'en taxes, et c'est pareil pour les abonnés au gaz. L'électricité doit baisser en février de 15% pour 20,4 millions d'abonnés au "Tarif Bleu" d'EDF et 4 millions d'abonnés en offre de marché indexée sur ce tarif réglementé. Cela compensera un peu la hausse des taxes. Mais pour dix millions de personnes, soit un consommateur sur trois, la facture va augmenter car ils auront les hausses, mais pas la baisse de 15 %. Cela concerne ceux qui ont opté pour des revendeurs alternatifs (Ni, Mine Énergie, TotalEnergie) sans tarifs règlement. Concernant le gaz, les ménages avec des offres indexées sur le prix repère du gaz subiront aussi de plein fouet ces augmentations. En revanche, ceux qui ont choisi des offres à prix fixe . sur l'électricité, le gaz... et nos factures !

Matraquage fiscal suite !! Électricité : + 19 % en 2026 ?

L'UFC-Que Choisir dénonce la réforme du marché de l'électricité à compter de 2026 qui va entraîner une hausse massive des tarifs de l'électricité pour les consommateurs. Elle estime que cette réforme (passée par 493 par le gouvernement dans la loi de finances) qui remplacera le système actuel de l'Arenh (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique), va faire augmenter de 19 % les factures, soit 250 euros supplémentaires par an et par foyer. Aujourd'hui, une partie de l'approvisionnement en électricité est assurée par l'Arenh qui oblige EDF à revendre aux autres fournisseurs plus d'un tiers de son électricité à 42 euros le mégawattheure. Si on ne peut que se réjouir de la fin de ce dispositif ruineux pour EDF, le nouvel accord prévoit que, désormais, tout l'approvisionnement se fera sur les marchés dont les cours sont instables.

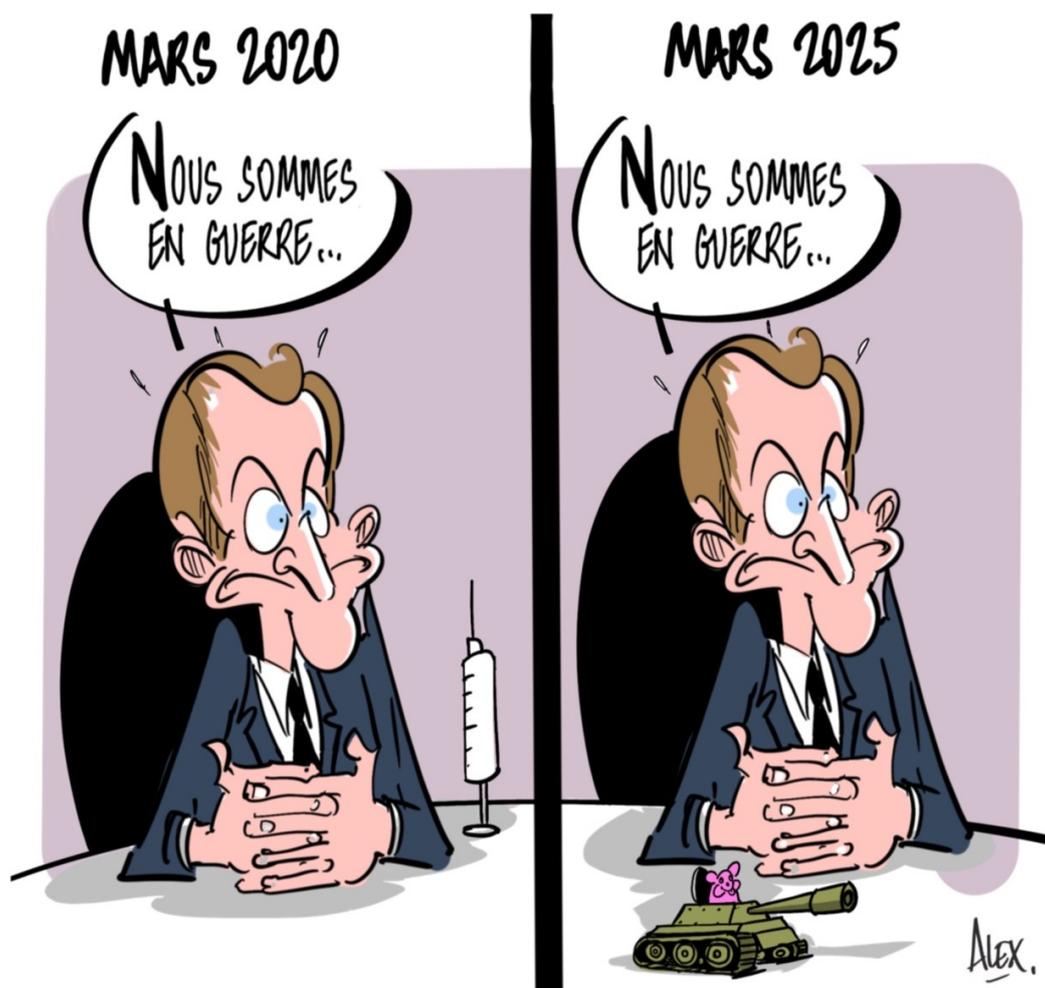
Ils sont estimés « autour » de 70 euros le mégawattheure en 2026, d'où l'augmentation de 19 % ! Mais rien ne permet de garantir ce prix déjà trop élevé. Le gouvernement va donc nous faire payer l'électricité au prix fort, en l'achetant sur les marchés internationaux, alors qu'elle est produite en France par EDF dont le parc nucléaire a été financé par les Français, à travers leurs impôts et leurs factures. Cette marchandisation de l'énergie est une catastrophe économique et une catastrophe sociale. Douze millions de Français sont en situation de précarité énergétique et les divers boucliers tarifaires payés par l'ensemble des contribuables ne règlent en rien le problème de la flambée des prix. Il faut retourner à un véritable secteur public de l'énergie pour une maîtrise totale des tarifs.



À la guerre !!

Après le clash hyper-médiatisé, grossier et humiliateur Trump-Zelensky, l'Europe ne bruisse plus que d'un slogan : « À la guerre, à la guerre ! ». Depuis des décennies, les États-Unis et leur conglomérat militaro-industriel, ardents partisans de l'expansion de l'Otan, ont servi de protection militaire à l'Europe. Ce revirement de Trump laisse les pays européens complètement déboussolés. De rares voix font remarquer que le débat sur la bonne utilisation de l'arme atomique et la frénésie de dépenses d'armement, annihilent la réponse pacifique. Aucune initiative diplomatique sérieuse n'est envisagée pour mettre un terme à cette guerre. Suite à la déconvenue de sa rencontre avec

Trump, et connaissant le contenu du discours de Macron, il a déjà annoncé ce que nous coûtera son estimation d'une participation à « l'effort de guerre national ». Il surenchérit sur le programme inflationniste adopté à l'initiative du Sénat. Selon les informations qui ont filtré, le va-t-en-guerre nous conduirait vers des dépenses militaires à 5% du PIB, soit la bagatelle de 77 milliards. Tandis que le plan européen de militarisation et de surarmement proposé est chiffré à 800 milliards, dont l'essentiel de la commande reviendrait à l'industrie états-unienne dominante. En pleine période de panne de croissance, de hausse du chômage, de la dette nationale et de l'austérité à outrance imposée à une population qui n'en est pas responsable, il est grand temps de sortir de ces impasses. L'argent du social n'est pas fait pour les canons.



Quand Bernard Arnault crie à l'enfer fiscal ... !!

M. Arnault est en colère. Rendez-vous compte ! Cette année, le gouvernement va taxer de façon temporaire les bénéficiaires des grandes boîtes françaises réalisant un chiffre d'affaires d'au moins un milliard d'euros. Pour l'homme le plus riche de France (avec une fortune de 190 milliards d'euros): Pour M. Arnault "C'est la taxation du Made in France"

Notons au passage la frilosité d'un gouvernement qui veut bien faire l'effort d'un semblant d'équité fiscale, mais temporairement. Sophie Binet a dénoncé un chantage à l'emploi rapprochant le montant attendu de la surtaxe (8 milliards) avec les dividendes versés en 2024 par le CAC 40 (98,2 milliards).

Puis, volant au secours de M. Arnault, Jordan Berdella s'en est pris à Binet :» Nos grandes entreprises sont mondialement reconnues et portent haut le drapeau tricolore. Honte à Sophie

Binet," la révolutionnaire du Boulevard Saint Germain !". Le président du R.N. veut faire oublier les délocalisations massives des grands groupes malgré une politique de l'offre très généreuse (baisse des taux de l'impôt sur les sociétés , exonération massive de cotisations patronales , suppression progressive de la C.V.A.E. (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) , etc..... Ainsi, le groupe de B.Arnault (L.V.M.H.:Louis Vitton -Moët-Hennessy) n'emploie plus en France que 18% de ses effectifs totaux. Valéo continue de délocaliser notamment en Pologne en fermant son usine à Saint-Quentin Fallavier. Il est grand temps de ne plus céder aux lamentations des grands patrons et de mettre en place une fiscalité équitable pour relancer la consommation intérieure au profit de celles et ceux qui ont de petits revenus, restaurer les services publics, inciter à la réindustrialisation du pays , arrêter de verser des aides aux entreprises sans conditions, ni contreparties et contrôles...

